

PLAN VALLS

Dernière mise à jour : 30-08-2014

Plan VALLS pour le logement :

est pour les riches, contre les locataires, et est plus de mal logés et de sans logis ...

Communiqué du DAL

Le premier ministre annonce plusieurs mesures dans l'espoir de relancer la construction de logement et le BTP en général, soutenues par les puissants lobbies de l'immobilier, de la spéculation et de la rente locative. Il s'agirait de canaliser l'argent des riches vers l'investissement locatif, à travers de mesures fiscales et législatives...

En fait elles consistent à aider les riches et les bailleurs privés à affronter la crise immobilière, plutôt que de secourir les victimes de la spéculation et du logement cher. Ces mesures sont choquantes et profondément injustes :

Allègement fiscal pour les hauts revenus qui achètent un logement neuf pour y loger leurs enfants : c'est à dire réduire les impôts des riches pour les aider à loger leurs enfants et accroître leur patrimoine, alors que l'on compte 3,5 millions de mal logés et 150 000 sans abris !!! Même la droite n'avait pas osé le faire.

Baisse des impôts sur les plus value foncière, : faveur pour les spéculateurs fonciers. On attendait une taxe sur les terrains vacants et la captation des profits tirés de la spéculation foncière en zone tendue, pour financer une politique sociale du logement ...

Menaces sur l'encadrement des loyers : une rare petite avancée en faveur des locataires est désormais menacée, sur l'autel de la rente locative. Lever les entraves à l'exploitation des locataires ... mesures en faveur des locataires exploités par leur bailleur, notamment l'encadrement des loyers.

La mobilisation des terrains de l'État, comme on le voit à la caserne de Reuilly (Paris 12e), va profiter plutôt aux riches et aux classes moyennes, quand ce n'est pas directement aux promoteurs, qui ont manifestement l'oreille du pouvoir, compte tenu de la teneur du plan (selon le JDD).

Ces mesures sont censées relancer la construction de logement, or la flambée du foncier, de l'immobilier, des loyers et des profits exceptionnels qui ont été engrangés ces 15 dernières années, sont la véritable cause de la crise.

Les locataires, les mal logés, les galériens du logement, les jeunes ou les sans logis le savent : le logement est trop cher !

Même le FMI s'alarme du gonflement de la bulle immobilière.

Le Gouvernement s'enlise dans des mesures idéologiques en faveur des riches, qui auront sans doute très peu d'impact sur la crise immobilière, tant que la bulle sera en place. Les classes populaires sont à nouveau, les laissés pour compte du gouvernement.

Ce plan injuste est voué à l'échec, car les riches et les accédants ne vont pas investir dans un bien qui risque de perdre de sa valeur rapidement. Il manque sa cible, car pour relancer la construction, il faudrait produire massivement des HLM.

A l'heure de la décollecte du Livret A, du détournement de l'épargne populaire au profit des banques, et des ponctions gouvernementales sur 1% logement*, cette annonce en faveur des riches renforce nos inquiétudes sur l'avenir de la filière de financement du logement social.

Où sont les 150 000 HLM et les 500 000 réhabilitations thermiques annuelles promises ?

Où est l'engagement de mettre en œuvre le Droit Au logement opposable, tandis que 50 000 familles restent sur le carreau ?

DAL attend des mesures permettant, non pas de secourir les spéculateurs et les riches investisseurs inquiets d'une crise immobilière qu'ils ont provoqués, mais de lutter efficacement contre la crise du logement et la baisse de la construction :

- Réaliser 200 000 vrais logements sociaux par an, en restaurant et en mobilisant l'intégralité de la collecte du Livret A, du 1% logement, et en affectant le foncier public à cet objectif; stopper toute les aides fiscales et financières pour les investisseurs;

- Mettre sur pied un plan d'urgence de mobilisation de 100 000 logements et bureaux vacants, notamment par la réquisition
- Cesser les expulsions sans relogement, et respecter le Droit à l'hébergement et la loi DALO
- Baisser les loyers de 20%
- Réaliser les 500 000 réhabilitations thermiques promises
- Mettre fin à la marchandisation des HLM.